



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le **28 juillet 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 11/07/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**AFM Recyclage**

19 Chemin de Guiteronde  
CS 10022  
33140 Villenave-D'Ornon

**Références :** EC-2025-352-PLAI-AFM-Derichbourg-Avrillé-RAP

**Code AIOT :** 0006302319

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2025 dans l'établissement AFM Recyclage implanté Rue de la Gare BP 49 49240 Avrillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre d'une plainte du centre médical CESAME, situé impasse Maryse Bastié, voisin du site en dépollution.

Les employés déclarent que depuis lundi 7 juillet 2025 :

- ils ressentent différents maux (nausées, céphalées, voix respiratoires irritées etc...) ;
- ils sentent différentes odeurs désagréables (souffre, goudron, etc...) et certains ont un goût de type chlore en bouche ;
- ils laissent les fenêtres fermées et n'osent plus ouvrir.

Ils ont transmis à leur hiérarchie l'ensemble de ces problèmes le jeudi 10 juillet.

Le centre médical n'a pas réussi à joindre l'exploitant mais a pu joindre le bureau d'étude en charge de la dépollution, ainsi que l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM Recyclage
- Rue de la Gare BP 49 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006302319

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de l'entreprise AFM-Derichbourg situé à Avrillé, rue de la gare est en cours de dépollution et soumis aux prescriptions complémentaires des arrêtés préfectoraux DIDD/BPEF/2021 n°160 du 9 juin 2021 et DIDD-2023-n°5 du 10 janvier 2023.

Les travaux en cours sur le site ont commencé le 6 mars 2025 et sont menés par l'entreprise Séché éco-services.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en oeuvre des mesures de gestion	AP Complémentaire du 09/06/2021, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
2	Mise en oeuvre des mesures de gestion	AP Complémentaire du 09/06/2001, article 5.2	Demande d'action corrective	1 jour
3	Mise en oeuvre des mesures de gestion	AP Complémentaire du 09/06/2021, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
4	Surveillance de la qualité de l'air intérieur hors site	AP Complémentaire du 10/01/2023, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande, sous 7 jours, à l'exploitant de :

- transmettre à l'inspection les données d'enregistrement du capteur COv multigaz depuis le début du chantier de dépollution ;
- mettre en place un suivi de la qualité de l'air intérieur, des gaz de sols et de l'air ambiant de l'établissement médical voisin du site en dépollution ;
- justifier les raisons pour lesquelles il n'a pas porté à la connaissance de l'inspection la plainte pour nuisances de l'établissement médical.

L'inspection des installations classées demande d'arroser sans délai beaucoup plus efficacement l'ensemble du site, et en particulier les zones de travaux et d'excavation, et ce de manière pérenne autant que nécessaire durant le chantier de dépollution.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en oeuvre des mesures de gestion

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/06/2021, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information de l'inspection des installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b>  .../... Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de réhabilitation et susceptible de porter

atteinte aux intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1 susvisé du Code de l'environnement doit être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

.../...

**Constats :**

Le centre de soin CESAME, voisin du site en dépollution déclare à l'inspection des installations classées que :

- il a tenté de joindre par téléphone la société Derichebourg, a laissé un message mais n'a pas eu de réponse le jeudi 10 juillet 2025 ;
- il a joint le bureau d'études IDDEA (en charge du suivi de la dépollution du site) pour lui faire part de forts désagréments ;
- le bureau d'étude IDDEA a répondu à l'établissement de soin (message du 10 juillet 2025) ;
- l'établissement de soin CESAME a contacté téléphoniquement l'inspection des installations classées ;
- l'inspection des installations classées a contacté la société AFM-Derichebourg pour avoir des informations concernant la plainte de nuisances de la part du centre de soins.

L'inspection des installations classées conclut que ni la société AFM, ni le bureau d'étude Iddea n'ont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées cet incident.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande, sous 7 jours, à l'exploitant les raisons pour lesquelles il n'a pas porté à la connaissance de l'inspection la plainte pour nuisances de l'établissement CESAME.

L'exploitant veillera à informer l'inspection dès qu'il a connaissance de nouvelles nuisances.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 2 : Mise en oeuvre des mesures de gestion**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/06/2001, article 5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

.../...

Les dispositions sont prises lors des travaux pour protéger les intérêts visés à l'article L. 511.1 susvisé du Code de l'environnement.

.../...

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que :

- l'ensemble du site est recouvert d'une couche de poussière qui s'envole au moindre mouvement d'air (en marchant, engins roulant ou travaillant) ;
- beaucoup de poussières sont dispersées dans la zone de chantier ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- un faible arrosage alimenté par un tuyau d'arrosage est mis en oeuvre ;</li> <li>- un diffuseur d'eau est mis en oeuvre près de la zone de travaux, l'eau diffusée se vaporise dans l'air et n'atteint pas le sol.</li> </ul> <p>L'exploitant déclare que sa principale tonne à eau avec diffuseur est tombée en panne la veille.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'arroser sans délai beaucoup plus efficacement l'ensemble du site, et en particulier les zones de travaux et d'excavation et ce autant que nécessaire durant le chantier de dépollution.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 jour</p>

### N° 3 : Mise en oeuvre des mesures de gestion

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/06/2021, article 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions techniques- Mise en oeuvre du plan de conception des travaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>.../...</p> <p>Les dispositions sont prises lors des travaux pour protéger les intérêts visés à l'article L. 511.1 susvisé du Code de l'environnement.</p> <p>.../...</p> <p>Les dispositions sont prises pour limiter au maximum les nuisances olfactives et émissions de substances volatiles dangereuses lors des travaux de réhabilitation, notamment lors des excavations de terres polluées ou lors de leur gestion (stockage, transport,...).</p> <p>.../...</p> <p>Plan de conception des travaux de dépollution (réf IDA 220157) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- page 88 : Le rôle du maître d'oeuvre dans le suivi de la réalisation des travaux (mission DET) sera :</li> <li>- de collecter les documents techniques et administratifs relatifs aux filières d'évacuation des terres, des bétons et des structures (le cas échéant), les résultats des analyses de contrôle, et tout élément constitutif du DOE</li> <li>- tableau page 91 : Matériels de mesure à proximité de lieux de forage et/ou des installations de dépollution : détecteur de COV, détecteur multi-gaz (a minima LIE, O2, CO et H<sub>2</sub>S) et sonomètre.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate, en arrivant sur site, qu'un employé est en train d'emmener le détecteur portatif COV et multigaz sur les lieux d'excavation.</p> <p>Le responsable en charge de la dépollution déclare que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ce détecteur devait avoir été laissé à l'entrée du site car des camions devaient être rentrés sur le site le matin même ;</li> <li>- ce détecteur portable est en location et est placé auprès des lieux de travaux depuis les débuts de ceux-ci (mars 2025) ;</li> <li>- ce détecteur a un positionnement GPS et enregistre les valeurs mesurées ;</li> <li>- il n'est pas en mesure de fournir le jour même les enregistrements à l'inspection des installations</li> </ul>

classées, il doit demander à la société de location.

Par mail du 17/07/25, les extraits des enregistrements du 10 au 16/07 et une synthèse des analyses des 15, 16 et 17/07 sur les COV (mesure PID) ont été transmis respectivement par le groupe SECHE et le bureau d'étude IDDEA.

Les résultats des enregistrements montrent des valeurs de 0,5 et 0,6 ppm en H<sub>2</sub>S les 10 et 15/07 en bord de fouille, d'après le bureau d'étude ces concentrations peuvent entraîner des odeurs désagréables mais sans conséquences sur la santé.

Le 15/07 une teneur de 12 ppm en COV est enregistrée (mais non présentée dans la synthèse du 15 au 17/07).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 7 jours :

- les enregistrements de ce détecteur depuis le début des travaux de dépollution ;
- une analyse de ces résultats.

L'exploitant transmettra également régulièrement par mël à l'inspection les enregistrements analysés jusqu'à la fin du chantier de dépollution.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 4 : Surveillance de la qualité de l'air intérieur hors site**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/01/2023, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance gaz du sol et air ambiant

**Prescription contrôlée :**

art 9 de l'arrêté du 9/06/21 :

L'exploitant est tenu de poursuivre la surveillance de la qualité de l'air intérieur hors site dans les bâtiments susceptibles d'être impactés par la pollution et dans lesquels une exposition de la population est possible. Les polluants suivis sont notamment le trichloroéthylène et ses métabolites et les polluants volatils susceptibles d'être retrouvés dans ce milieu du fait de la pollution sur site. La fréquence de ces mesures est semestrielle en distinguant la période estivale favorable à une volatilisation des polluants présents dans les sols et les sous-sols et la période hivernale, moins favorable à cette volatilisation.

art 7 de l'APC du 10/01/23 :

L'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2021 relatif à la surveillance de la qualité de l'air intérieur hors site est complété par les dispositions suivantes :

- L'exploitant est tenu de poursuivre la surveillance des gaz de sols et de l'air ambiant hors site dans les bâtiments en limite de propriété du site AFM et aux alentours.
- Les résultats transmis aux riverains s'accompagnent de recommandations sanitaires le cas échéant.
- Les conditions et les paramètres de surveillance de la qualité de l'air intérieur hors site pourront être revus au regard des valeurs de concentrations mesurées, sur la base de propositions argumentées de la part de l'exploitant. Ce document est transmis à l'inspection des installations classées pour validation.

**Constats :**

La visite d'inspection a eu lieu un vendredi.

Les employés de CESAME déclarent à l'inspection des installations classées que, depuis le lundi :

- ils ressentent différents maux (nausées, céphalées, voix respiratoires irritées etc...);
- ils sentent différentes odeurs désagréables (souffre, goudron, etc...) et certains ont un goût de type chlore en bouche ;
- ils laissent les fenêtres fermées et n'osent plus ouvrir.

Le chef de chantier de dépollution, présent à la réunion déclare que :

- les analyses de son appareil détecteur ne montre rien d'anormal le matin même ;
- il va revenir faire des mesures avec un appareil de mesure à plus large spectre.

L'inspection des installations classées constate que cet établissement n'a pas fait l'objet d'une surveillance de la qualité de l'air intérieur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 7 jours, de mettre en place une surveillance de la qualité des gaz de sols et de l'air ambiant de cet établissement pour les mêmes paramètres que les autres établissements. Les mesures devront être réalisées pendant des conditions représentatives du chantier de dépollution.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours



## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Mise en oeuvre des mesures de gestion



*zone couverte de poussières*



*arrosage en fonctionnement dans la zone de travaux*



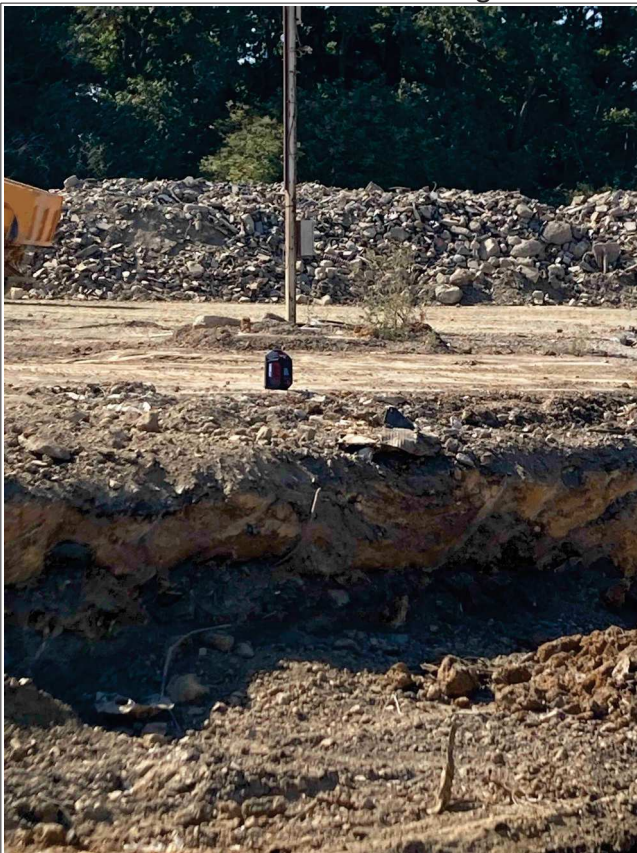


*émission de poussières*



*émission de poussières*

### N°3 : Mise en oeuvre des mesures de gestion



capteur COv multigaz